

Annexe n°12 : Arrêté du 16 décembre 2002 déclarant d'utilité publique l'institution des périmètres de protection des source, puits et forage des Treize Raïes (...)



**DIRECTION DES RELATIONS
AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES
BUREAU DE L'URBANISME ET DES
AFFAIRES FONCIERES
2ème Direction - 4ème Bureau**

**ARRETE en date du 16 DEC. 2002
déclarant d'utilité publique**

l'institution des périmètres de protection des
source, puits et forage des Treize Raïes sur le territoire
des communes du Val et de Brignoles,

l'acquisition du périmètre de protection immédiate,
les travaux de dérivation des eaux du captage
sur le territoire de la commune du Val

et autorisant la commune du Val à utiliser
l'eau prélevée en vue de la consommation humaine

Commune du Val

Le Préfet du Var,

Vu le code de l'environnement et notamment l'article L.215-13 ;

Vu le code de la santé publique et notamment les articles L.1321-2 et L.1321-3 ;

Vu la loi modifiée n° 64-1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux
et à la lutte contre leur pollution, complétée par la loi n° 74-1114 du 27 décembre 1974 ;

Vu la loi sur l'eau n° 92-3 du 3 janvier 1992 modifiée par la loi n° 95-101 du 2 février 1995 ;

Vu les décrets n° 77-392 et 77-393 du 28 mars 1977 portant codification des textes législatifs et
réglementaires en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique, modifiés par le décret n° 85-453 du
23 avril 1985 modifié ;

- 2 -

Vu le décret n° 2001-1220 du 20 décembre 2001 relatif aux eaux destinées à la consommation humaine à l'exclusion des eaux minérales naturelles ;

Vu l'arrêté du 26 juillet 2002 concernant les eaux destinées à la consommation humaine, à l'exclusion des eaux minérales ;

Vu le projet d'institution des périmètres de protection sur le territoire des communes du Val et de Brignoles, d'acquisition du périmètre de protection immédiate et de dérivation des eaux des source, puits et forage des Treize Raies sur le territoire de la commune du Val ;

Vu la délibération en date du 27 février 2001 par laquelle le conseil municipal de la commune du Val sollicite l'ouverture des enquêtes conjointes d'utilité publique et parcellaire pour l'institution des périmètres de protection, l'autorisation de dérivation et l'acquisition du périmètre de protection immédiate ;

Vu le descriptif des installations et les analyses réalisées sur l'eau brute par le laboratoire municipal de Toulon et le laboratoire départemental de Draguignan, agréés par le ministère de la santé (au titre du contrôle sanitaire des eaux) ;

Vu le dossier de l'enquête à laquelle il a été procédé, conformément à l'arrêté préfectoral du 27 décembre 2001 en mairies du Val et de Brignoles en vue de la déclaration d'utilité publique de l'opération, de l'acquisition du périmètre de protection immédiate et les registres y afférents ;

Vu les pièces constatant que l'avis d'enquête prévu par l'arrêté préfectoral susvisé a été régulièrement affiché et inséré dans deux journaux du département ;

Vu les conclusions favorables du commissaire enquêteur sur l'utilité publique du projet susvisé ;

Vu le rapport du géologue agréé en date du 27 août 1990 délimitant les périmètres de protection autour des source, puits et forage des Treize Raies ;

Vu l'avis du conseil départemental d'hygiène en date du 8 juillet 1992 avant enquête et du 13 novembre 2002 après enquête, relatif à la création des périmètres de protection des source, puits et forage des Treize Raies sis sur les communes du Val et de Brignoles ;

Vu l'avis du maire de Brignoles du 28 mars 2001 ;

Vu l'avis du directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement du 5 avril 2001 ;

Vu l'avis du directeur départemental des affaires sanitaires et sociales du 12 juillet 2001 ;

Vu l'avis du directeur départemental de l'équipement du 13 juillet 2001 ;

Vu l'avis du directeur départemental de l'agriculture et de la forêt du 5 septembre 2001 avant enquête et du 6 novembre 2002 après enquête ;

.../...

Vu l'avis favorable du sous-préfet de Brignoles en date du 12 mars 2002 ;

Considérant que les avantages attendus de la réalisation du projet susvisé sur le territoire des communes du Val et de Brignoles sont supérieurs aux inconvénients qu'elle est susceptible d'engendrer et que toutes les dispositions sont prises sur le plan technique pour réduire ces derniers au maximum ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture ;

ARRETE

Article 1 : Sont déclarés d'utilité publique :

a) la création des périmètres de protection immédiate, rapprochée et éloignée des source, puits et forage des Treize Raïes, sis sur les communes du Val et de Brignoles, définis par le plan et les états parcellaires joints au présent arrêté ;

b) les travaux de dérivation des eaux des source, puits et forage des Treize Raïes ;

c) les acquisitions foncières nécessaires à la constitution du périmètre de protection immédiate et à l'exploitation des source, puits et forage des Treize Raïes.

La source des Treize Raïes, ancienne alimentation en eau potable de la commune du Val, a été renforcée par la réalisation d'un puits en 1968, puis d'un forage en 1983 à proximité de l'émergence.

En 1984, deux forages supplémentaires ont été effectués à l'intérieur du puits pour permettre une meilleure exploitation du gîte aquifère.

L'ensemble des captages est situé au Sud de l'agglomération du Val, à l'extérieur d'un virage de la route départementale n° 554.

La source des Treize Raïes permet d'alimenter gravitairement les fontaines du Val. Lorsqu'elle tarit, les eaux des fontaines sont pompées dans une source située à 50 mètres en amont et qu'il convient d'intégrer au périmètre de protection immédiate.

Article 2 : La commune du Val est autorisée à utiliser l'eau prélevée dans les source, puits et forage des Treize Raïes en vue de la consommation humaine.

Article 3 : La commune du Val est autorisée à dériver 200 m³/h sans que le volume journalier ne puisse excéder 3 000 m³. Un dispositif de mesure doit permettre le contrôle du débit et des volumes pompés.

A ce débit, l'incidence du captage sur le milieu naturel ne provoque pas de problèmes d'usage ni d'impacts significatifs sur la faune ou la flore locales. Le tarissement de la source ne provoque pas un assèchement global du site et un certain débit parvient toujours au ruisseau de la Ribeirotte.

.../...

- 4 -

Article 4 : Conformément à l'engagement pris par le conseil municipal, la commune devra indemniser les usiniers, irriguants et autres usagers des eaux de tous les dommages qu'ils pourront prouver leur avoir été causés par la dérivation des eaux.

Article 5 : Il sera établi, autour de la prise, un périmètre de protection immédiate, un périmètre de protection rapprochée et un périmètre de protection éloignée, conformément aux plans et états parcellaires ci-joints.

Article 6 : A l'intérieur du périmètre de protection immédiate

Toutes activités, autres que celles nécessitées par l'exploitation du point d'eau, sont interdites sur les terrains inclus dans le périmètre de protection immédiate qui sont acquis en pleine propriété par la commune et clôturés.

Le périmètre de protection immédiate, sa clôture, l'ouvrage maçonné qui protège le captage et les locaux techniques doivent être entretenus ou maintenus en parfait état.

A l'intérieur des périmètres de protection rapprochée et éloignée

La réglementation des faits et activités est présentée sous la forme de tableau ci-après.

| N° | TYPES D'ACTIVITES | PERIMETRES DE PROTECTION | | |
|----|--|--------------------------|------------|------------|
| | | RAPPROCHEE | | ELOIGNEE |
| | | Interdit | Réglementé | Réglementé |
| 1 | La réalisation de puits, forages ou captages de sources | X (3) | | X (6) |
| 2 | L'exploitation de carrières ou de gravières | X | | X (6) |
| 3 | L'ouverture ou le remblaiement d'excavations | X | | X (6) |
| 4 | Le déboisement | | X (2) | X (6) |
| 5 | La construction ou la modification de voies de communication | | X (2) | X (6) |
| 6 | Le dépôt d'ordures ménagères, immondices, détritiques et produits radioactifs et de tous produits et matières susceptibles d'altérer la qualité de l'eau | X | | X (6) |

- (1) -sous réserve que les analyses d'autosurveillance et de contrôle ne fassent pas apparaître une dégradation de qualité liée à ces usages qui sont limités aux pratiques normales.
- (2) -sous réserve du respect des procédures spécifiques en vigueur, de l'accord des services et administrations concernés et, dans tous les cas, de l'avis favorable du CDH.
- (3) -sauf ceux nécessaires aux besoins de la collectivité.
- (4) -sauf pour les constructions autorisées et après avis du CDH.
- (5) -sauf pour les constructions existantes ou autorisées sous réserve du respect de la réglementation en vigueur.
- (6) -sous réserve du respect des procédures spécifiques en vigueur, de l'accord des services et administrations concernés qui jugeront de l'opportunité de consulter le CDH.

.../...

- 5 -

| N° | TYPES D'ACTIVITES | PERIMETRES DE PROTECTION | | |
|----|--|--------------------------|------------|------------|
| | | RAPPROCHEE | | ELOIGNEE |
| | | Interdit | Réglémenté | Réglémenté |
| 7 | L'installation de réservoirs, de canalisations ou de dépôts d'hydrocarbures liquides ou gazeux | X | | X (6) |
| 8 | L'installation de canalisations ou de dépôts de produits chimiques polluants | X | | X (6) |
| 9 | L'installation de canalisations d'eaux usées domestiques | X (4) | | X (6) |
| 10 | Le rejet ou dépôt d'eaux usées domestiques | X (5) | | X (6) |
| 11 | Les constructions superficielles ou souterraines autres que les installations classées pour la protection de l'environnement au titre de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 | | X (2) | X (6) |
| 12 | Les installations classées pour la protection de l'environnement au titre de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 | X | | X (6) |
| 13 | Le rejet d'eaux industrielles | X | | X (6) |
| 14 | L'épandage d'eaux usées domestiques ou industrielles | X | | X (6) |
| 15 | L'épandage de lisiers | X | | X (1) |
| 16 | L'utilisation de produits fertilisants, phytosanitaires ou herbicides nécessaires aux cultures | | X (1) | X (1) |
| 17 | Le pacage des animaux | | X (1) | X (1) |
| 18 | La création, l'agrandissement de campings ou de cimetières | X | | X (6) |
| 19 | Toute activité non explicitement citée ci-dessus mais susceptible d'altérer la qualité de l'eau ou d'en modifier les caractéristiques | X | | X (6) |

- (1) -sous réserve que les analyses d'autosurveillance et de contrôle ne fassent pas apparaître une dégradation de qualité liée à ces usages qui sont limités aux pratiques normales.
- (2) -sous réserve du respect des procédures spécifiques en vigueur, de l'accord des services et administrations concernés et, dans tous les cas, de l'avis favorable du CDH.
- (3) -sauf ceux nécessaires aux besoins de la collectivité.
- (4) -sauf pour les constructions autorisées et après avis du CDH.
- (5) -sauf pour les constructions existantes ou autorisées sous réserve du respect de la réglementation en vigueur.
- (6) -sous réserve du respect des procédures spécifiques en vigueur, de l'accord des services et administrations concernés qui jugeront de l'opportunité de consulter le CDH.

De plus, et conformément à l'avis du conseil départemental d'hygiène, il faut procéder à la mise en place de glissières de sécurité, de fossés étanches et de panneaux de signalisation sur la route départementale n° 554 et l'ancien chemin de Brignoles pour éviter les risques de pollutions accidentelles des captages des Treize Raies. Une étude avec les services de l'Equipement devait permettre de déterminer quelles portions de routes pourraient être concernées par ces mesures.

.../...

Un réaménagement de la route départementale n° 554 ayant été envisagé dans ce secteur, la protection de la ressource en eau potable a été prise en compte dans l'étude d'impact et hydraulique. Les travaux de protection seront réalisés lors du réaménagement de la route (élargissement du pont, modification de l'assiette de la route, mise en place de mesures pour limiter les risques de pollutions accidentelles, ...).

En attendant ces travaux, des merlons de terres devront être mis en place à l'intérieur du périmètre de protection immédiate ainsi qu'à l'extérieur de la courbe de la route située à proximité de la Chapelle de la Pitié. Un fossé étanche sera réalisé en bordure de l'ancien chemin de Brignoles, dans la partie qui longe le périmètre immédiat. Des mesures devront être mises en place pour limiter l'accès de ce chemin afin d'éviter les dépôts sauvages en amont. Des panneaux limitant la vitesse des véhicules transportant des produits de nature à polluer les eaux devront être posés sur la route départementale.

Article 7 : Les eaux prélevées et distribuées doivent répondre aux conditions exigées par la législation en vigueur. Le procédé de traitement de potabilisation, son installation, son fonctionnement et la qualité des eaux traitées sont placés sous le contrôle de la direction départementale des affaires sanitaires et sociales qui définit un programme d'analyse dans le cadre de la réglementation.

Actuellement, l'eau étant traitée avec du chlore gazeux, un temps de contact minimum de vingt minutes doit être assuré en permanence avant distribution. Il est recommandé que le taux de chlore résiduel se situe entre 0,20 et 0,50 mg/l après traitement et en sortie des réservoirs de stockage mais n'excède pas 0,10 mg/l en distribution.

Des robinets de prélèvement nécessaires au suivi de la qualité de l'eau doivent être installés en amont et en aval du traitement dans un délai d'un an à compter de la date de publication du présent arrêté.

Article 8 : L'exploitant est tenu de surveiller en permanence la qualité des eaux destinées à la consommation humaine.

En cas de dépassement d'une des valeurs limites fixées par la réglementation, l'exploitant porte immédiatement ces résultats à la connaissance du directeur départemental des affaires sanitaires et sociales. Il en va de même de tout incident pouvant avoir des conséquences sur la santé publique.

La création ou la modification du traitement, du réseau d'adduction ou de distribution d'eau sont soumises à déclaration auprès du directeur départemental des affaires sanitaires et sociales.

Article 9 : Pour les activités, dépôts et installations existantes à la date de publication du présent arrêté sur les terrains compris dans les périmètres de protection prévus à l'article 5, il devra être satisfait aux obligations résultant de l'institution des dits périmètres dans un délai de 5 ans.

Article 10 : Monsieur le Maire du Val est autorisé à acquérir, au nom de la commune, soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation, les terrains nécessaires à l'instauration du périmètre immédiat.

Article 11 : Quiconque aura contrevenu aux dispositions de l'article 6 du présent arrêté sera passible des peines prévues par la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992.

.../...

- 7 -

Article 12 : Le présent arrêté sera, par les soins et à la charge du maire de la commune du Val, publié à la conservation des hypothèques du département du Var.

Il peut faire l'objet d'un recours devant le juge administratif, dans le délai de deux mois à compter de son affichage ou de sa notification.

Les périmètres de protection seront, en outre, inscrits au plan d'occupation des sols ou plan local d'urbanisme des communes du Val et de Brignoles dans un délai d'un an à compter de la date du présent arrêté, conformément à l'article L-126-1 du code de l'urbanisme.

Article 13 : Il sera pourvu à la dépense au moyen d'une inscription spécifique au budget de la commune du Val.

Article 14 : La présente déclaration d'utilité publique sera considérée comme nulle et non avenue si les expropriations à effectuer ne sont pas réalisées dans un délai de 5 ans à compter de la date du présent arrêté.

Article 15 : le Secrétaire Général de la Préfecture
le Sous-Préfet de Brignoles
le Maire du Val
le Maire de Brignoles
le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt
le Directeur Départemental de l'Équipement
le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales
le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera, en outre, inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture à l'exception des pièces annexées, lesquelles peuvent être consultées en mairie et en préfecture, Direction des Relations avec les Collectivités Locales, Bureau de l'Urbanisme et des Affaires Foncières, 2ème Direction - 4ème Bureau.

Ampliation de l'arrêté sera adressée au Directeur des Services Fiscaux et à M. Robert MAURUPT, commissaire enquêteur.



POUR AMPLIATION

Pour le Préfet
et par délégation
Le Chef de Bureau

Thierry JAY

15 DEC. 2002

TOULON, le

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général,

Jean-Luc NEVACHE

Annexe n°13 : Arrêté du 08 juin 1989 déclarant d'utilité publique l'instauration des périmètres de protection du forage des Pierres Sèches alimentant la commune de Montfort sur Argens et situés sur le territoire des communes de Correns et du Val et les travaux dérivation des eaux du forage précité sur la commune du Val.

PREFECTURE DU VAR

DIRECTION DU DEVELOPPEMENT
ECONOMIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT
BUREAU DE L'URBANISME ET DES
OPERATIONS FONCIERES
3ème Direction - 4ème Bureau

REPUBLIQUE FRANCAISE

| |
|-----------------------|
| ARRIVÉE B.P.R.E.C. |
| Date 08 JUIN 1989 |
| n° 180 |

ARRETE EN DATE DU 25 MAI 1989

DECLARANT D'UTILITE PUBLIQUE

L'instauration des périmètres de protection
du Forage des Pierres Sèches alimentant
la commune de MONTFORT/ARGENS et situés
sur le territoire des communes de
CORRENS et du VAL.
et les travaux de dérivation des eaux
du forage précité sur la commune du VAL.

Le Préfet du Var,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,

VU la loi n° 83-630 du 12 juillet 1983 relative à la démocrati-
sation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement ;

VU les décrets n° 77-392 et 77-393 du 28 mars 1977 portant co-
dification des textes législatifs et réglementaires en matière d'expro-
priation pour cause d'utilité publique, modifiés par le décret n° 85-453
du 23 avril 1985 pris pour l'application de la loi n°83-630 susvisée ;

VU la circulaire du 31 juillet 1982 relative à l'amélioration
apportée à la publicité des études d'impact et à la procédure des en-
quêtes publiques ;

VU le code rural et notamment les articles 107 et 113 ;

VU les articles L 20 et L 20-1 du code de la Santé Publique ;

VU le décret N° 67-1093 du 15 décembre 1967 portant règlement
d'administration publique pris pour l'application de l'article L-20 du
Code de la Santé Publique ;

-2-

VU la loi modifiée n° 64-1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution, complétée par la loi n° 74-1114 du 27 décembre 1974 ;

VU la circulaire du 10 décembre 1968 relative aux périmètres de protection des points de prélèvement d'eau destinée à l'alimentation des collectivités humaines ;

VU le projet d'institution des périmètres de protection et de dérivation des eaux du Forage des Pierres Sèches sur le territoire des communes de CORRENS et du VAL au bénéfice de la commune de MONTFORT/ARGENS ;

VU la délibération en date du 23 février 1988 par laquelle le Conseil Municipal de la Commune de MONTFORT/ARGENS sollicite l'ouverture de l'enquête préalable à l'utilité publique pour l'institution des périmètres de protection et pour l'autorisation de dérivation ;

VU les lettres des 27 avril et 8 juin 1988 par lesquelles Messieurs les Maires du VAL et de CORRENS donnent leur accord pour l'ouverture, dans leur commune, de l'enquête d'Utilité Publique relative au projet désigné en objet ;

VU le dossier de l'enquête à laquelle il a été procédé, conformément à l'arrêté préfectoral du 07 septembre 1988 dans les mairies de MONTFORT/ARGENS, LE VAL et CORRENS en vue de la Déclaration d'Utilité Publique de l'opération et les registres y afférant ;

VU les pièces constatant que l'arrêté préfectoral du 07 septembre 1988 a été affiché dans les mairies de MONTFORT/ARGENS, CORRENS et LE VAL ; qu'un avis d'enquête a été inséré dans deux journaux diffusés dans le département huit jours avant enquête et rappelé dans les huit premiers jours de celle-ci ;

VU les conclusions favorables du commissaire-enquêteur du 25 novembre 1988 sur l'utilité publique du projet susvisé ;

VU le rapport du géologue agréé en date du mois de février 1985 délimitant les périmètres de protection autour du forage des Pierres Sèches ;

VU l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène, en date du 14 mai 1985, relatif à la création des périmètres de protection autour du forage des Pierres Sèches situés sur les communes de CORRENS et du VAL ;

VU l'avis de M. le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt du 17 novembre 1987 avant enquête et du 07 février 1989 après enquête ;

VU l'avis de M. le Directeur Départemental de l'Équipement du 15 mars 1988 ;

VU l'avis de M. le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales du 01 juin 1988 ;

VU l'avis de M. le Directeur Régional de l'Industrie et de la Recherche du 14 mars 1988 ;

VU l'avis favorable du Sous-Préfet de l'arrondissement de BRIGNOLES en date du 30 novembre 1988 ;

-3-

CONSIDERANT que les avantages attendus de la réalisation du projet susvisé sur les territoires appartenant aux communes de CORRENS et du VAL sont supérieurs aux inconvénients qu'elle est susceptible d'engendrer et que toutes les dispositions sont prises sur le plan technique pour réduire ces derniers au minimum ;

CONSIDERANT que la commune de MONTFORT/ARGENS est propriétaire du périmètre immédiat ;

SUR proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture ;

ARRETE

Article 1 : Sont déclarés d'utilité publique :

a) la création des périmètres de protection immédiate, rapprochée et éloignée du forage des Pierres Sèches, situés sur les communes de CORRENS et du VAL, définis par le plan et les états parcellaires joints au présent arrêté ;

b) les travaux de dérivation des eaux du forage des Pierres Sèches situé sur la commune du VAL.

Article 2 : La commune de MONTFORT/ARGENS est autorisée à dériver, par pompage, 60 m³/h sans que le volume journalier ne puisse excéder 1 200 m³.

Article 3 : Conformément à l'engagement pris par le Conseil Municipal, la commune devra indemniser les usiniers, irrigants et autres usagers des eaux de tous les dommages qu'ils pourront prouver leur avoir été causés par la dérivation des eaux.

Article 4 : Il sera établi autour de la prise, un périmètre de protection immédiate, un périmètre de protection rapprochée et un périmètre de protection éloignée, conformément aux plan et états parcellaires ci-joints, en application des dispositions de l'article L-20 du Code de la Santé Publique et du décret N° 67-1093 du 15 décembre 1967.

Article 5 : A l'intérieur du périmètre immédiat

Toutes activités sont interdites sur les terrains inclus dans le périmètre de protection immédiate qui sont acquis en pleine propriété par la commune et clôturés.

A l'intérieur du périmètre rapproché

Les interdictions prévues dans la circulaire du 10 décembre 1968 sont à respecter, à savoir :

. Forage des puits, exploitation de carrières à ciel ouvert, ouverture et remblaiement d'excavations à ciel ouvert ;

. Dépôt d'ordures ménagères, immondices, détritiques et produits radioactifs et de tous produits et matières susceptibles d'altérer la qualité des eaux ;

. Installation de canalisations, réservoirs ou dépôts d'hydrocarbures liquides, gazeux, de produits chimiques et d'eaux usées de toute nature ;

. Etablissement de toutes constructions superficielles ou souterraines ;

. Epanchage de fumier, engrais organiques ou chimiques et de tous produits ou substances destinés à la fertilisation des sols ou à la lutte contre les ennemis des cultures, ainsi que le pacage des animaux ;

. et de tout fait susceptible de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité des eaux,

conformément à l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène.

La culture sur des petits champs, s'étendant au Nord du forage, est autorisée avec usage des engrais chimiques (mais non organiques) et des produits de traitement sous réserve que cette activité se limite à la pratique normale et actuelle et qu'aucune dégradation de la qualité des eaux n'apparaisse.

A l'intérieur du périmètre éloigné

Les activités interdites à l'intérieur du périmètre de protection rapprochée sont réglementées et soumises à l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène.

Article 6 : Les eaux devront répondre aux conditions exigées par le Code de la Santé Publique et lorsqu'elles devront être épurées le procédé d'épuration, son installation, son fonctionnement et la qualité des eaux épurées seront placés sous le contrôle de la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales.

Article 7 : Pour les activités, dépôts et installations existantes à la date de publication du présent arrêté sur les terrains compris dans les périmètres de protection prévus à l'article 4, il devra être satisfait aux obligations résultant de l'institution des dits périmètres dans un délai de 5 ans.

Article 8 : Quiconque aura contrevenu aux dispositions de l'article 4 du présent arrêté sera passible des peines prévues par le décret N°67-1094 du 15 décembre 1967 pris pour l'application de la loi modifiée N°64-1245 du 16 décembre 1964.

Article 9 : Le présent arrêté sera, par les soins et à la charge du Maire de la commune de MONTFORT/ARGENS :

- d'une part notifié à chacun des propriétaires intéressés notamment par l'établissement des périmètres de protection ;

- d'autre part, publié à la Conservation des Hypothèques du département du Var ;

Il sera en outre inscrit aux POS des communes de MONTFORT/ARGENS, de CORRENS et du VAL par chacun des maires concernés.

Article 10 : Il sera pourvu à la dépense au moyen d'une inscription spécifique au budget de la commune de MONTFORT/ARGENS.

.../...

-5-

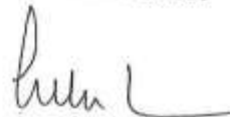
Article 11 : MM. le Secrétaire Général de la Préfecture ;
le Sous-Préfet de l'arrondissement de BRIGNOLES ;
le Maire de MONTFORT/ARGENS ;
le Maire de CORRENS ;
le Maire du VAL ;
le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la
Forêt ;
le Directeur Départemental de l'Equipement ;
le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et
Sociales ;
le Directeur Régional de l'Industrie et de la Recherche ;

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent
arrêté qui sera, en outre, inséré au Recueil des Actes Administratifs
de la Préfecture et dont ampliation sera adressée à :

M. le Directeur des Services Fiscaux.

TOULON, le 25 MAI 1989

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général



Jacques PELLAT



POUR AMPLIATION,
Le Chef de Bureau,


Marc GUGNE

